



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 20 février 2012

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 2647/RAPAUTO/CAR12005

Vos réf. :

Affaire n° 111487 suivie par :

Tél. : 02 37 20 50 50 – Fax : 02 37 20 40 74

Courriel : ut28_dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
Société des Matériaux de Beauce (SMB) ;
Demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et d'extension d'une carrière et de ses installations annexes – N°ICPE 2647

0264720120220SYN

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER
ET D'EXTENSION D'UNE CARRIERE
ET DE SES INSTALLATIONS ANNEXES

SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE - SMB

COMMUNE DE PRASVILLE

N°ICPE 2647

PJ : Plan de localisation

Projet d'arrêté préfectoral et 9 plans en annexe

Copie : SEIR

Par lettre du 25 janvier 2010, les cogérants de la SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE (SMB), dont le siège social est situé 2 Quai Henri IV – BP 4123 – Paris cedex 4, sollicitent l'autorisation d'exploiter une carrière et une installation de traitement aux lieux-dits « Vers Chesnay », « Le Chemin d'Ymonville », « La Mare du Château », « La Fosse Blanche », « Pièce de l'Orme », « Le Chemin de Tellay », « Le Chapitre », « Les Carrières », « Les Marmonneries », sur le territoire de la commune de Prasville, dans le cadre :

- Du renouvellement de l'exploitation de la carrière dite de « Prasville II » avec modification des conditions de remise en état sur les parcelles :
 - ZD 26, 27 et 41 au lieu dit « Vers Chesnay »;
- De la régularisation de l'exploitation de la carrière sur le chemin rural n°16 ;
- De l'extension de la carrière sur les parcelles :
 - ZD 2pp, 5 à 7, 30, 31, 42, 44, 45, 78, 81, 82 et 43pp ;
 - ZL 4 à 11, 13, 14 ;
 - ZK 1 à 6, 12 à 15, 23 et 24 ;
 - ZM 1 à 3 ;
 - ZN 2 à 9 ;
 - ZL 15pp, ZM 26pp, C 133pp, C 215pp, C 219pp, C 235pp, C 236pp et C 254pp ;

Et sur les chemins :

- CR 23pp et 24pp ;
- CR 43, 28pp pour la liaison par bande transporteuse ;
- Le chemin dit de « l'ancienne voie ferrée » pour partie.
- De la modification des conditions d'exploitation par la mise en place :
 - D'un concasseur en tête dans la zone d'extraction dite de « Prasville III Ouest » ;
 - D'un convoyeur de plaine reliant les zones « Prasville III Ouest » et « Prasville III Est » ;
 - D'un système d'assèchement des boues issues du lavage des granulats calcaires ;avec augmentation de capacité, de son installation de traitement des matériaux autorisée en 1998 portant la puissance de ses machines de 1718,6 kW à 3 118,6 kW.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé en Préfecture le 26 janvier 2010. Ce dossier a été complété par courrier du 28 juillet 2010, et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 24 décembre 2010.

1 OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Description de l'établissement et historique administratif

La société

La Société des Matériaux de Beauce – SMB est une société à responsabilité limitée dont les associés sont LAFARGE GRANULATS SEINE NORD (filiale du groupe LAFARGE) et la société EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS (filiale du groupe EIFFAGE).

La société SMB possède deux carrières en phase de production en Eure-et-Loir, une à Guillonville et une à Prasville dite « Prasville II » sur laquelle porte la demande de renouvellement, et d'extension dénommée « Prasville III », dans le dossier déposé par la SMB.

La SMB indique qu'elle est également autorisée à recevoir des déblais inertes par arrêté préfectoral n°2007-1026 du 18 octobre 2007. Cet arrêté pris au titre de l'article L.541-30 du code de l'environnement, arrive à échéance au 18 octobre 2037. Ce centre de stockage de déchets inertes est situé au voisinage immédiat du projet de carrière en limite Sud-ouest de l'extension Prasville III Est– cf. plan en annexe.

La carrière bénéficie de la proximité du centre de gestion centralisée de l'ensemble des activités de la SMB sur le site de « La Michellerie », voisin et connexe à la carrière de Prasville II.

Historique administratif

L'exploitation actuelle de « Prasville II » et l'installation de traitement située au sud de la carrière sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 261 du 23 février 1998 modifié dont l'échéance est fixée au 22 février 2023.

Une modification de phasage a été autorisée par arrêté préfectoral du 2 avril 2007 et des prescriptions complémentaires ont été imposées par arrêté préfectoral complémentaire du 28 août 2008.

La superficie totale actuellement autorisée est de 81 ha 41 a 65 ca pour une superficie exploitable de 59 ha 40 a. L'autorisation d'exploiter échoit le 22 février 2023.

Le site abrite une centrale de graves routières dite « centrale APPIA », récépissé de déclaration n°2005/034 du 10 juin 2005 au bénéfice de la société APPIA dénommée depuis EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS Ile-de-France - Centre.

La localisation du site et du projet

Les terrains concernés par la demande d'autorisation d'exploiter sont situés à 26 km au sud-est de Chartres sur le territoire de la commune de Prasville.

La demande d'autorisation recouvre des terrains répartis sur trois secteurs autour de Prasville :

- Le secteur dit de « Prasville II » à l'est de Prasville en renouvellement et en régularisation ;
- Le secteur dit de « Prasville III Est » au sud-est de Prasville en extension ;
- Le secteur dit de « Prasville III Ouest » au sud-ouest de Prasville en extension.

Le voisinage proche de la carrière est constitué

- d'autres sites de la SMB :
 - le siège « La Michellerie » accueillant des activités connexes au projet
 - Direction ;
 - Services administratifs et commerciaux ;
 - Pont bascule ;
 - Atelier de maintenance ;
 - Stockage et distribution de fioul, stockage d'huiles ;
 - le centre de stockage de déchets inertes ;
- de carrières exploitées par la SMBP (SOCIETE DES MATERIAUX DE BERCHERES LES PIERRES) ;
- du bourg de Prasville dont les habitations les plus proches sont situées :
 - à 340 m du périmètre du secteur « Prasville II »
 - à 110 m du périmètre et 300 m des limites d'extraction du secteur « Prasville III Est » pour la majorité des maisons. Une maison isolée du bourg est située à 40 m du périmètre de ce secteur et à 350 m de la zone d'extraction ;
 - à 300 m du périmètre et 700 m des limites d'extraction du secteur « Prasville III Ouest » ;
- d'une ancienne voie ferrée ;
- de cultures ;
- d'infrastructures routières: RD 107², RD 114, RD 154 et RN 154 par laquelle est desservie la carrière.

1.2 Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

	Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité	Volume	Unités du volume
Installation modifiée, projetée et à régulariser	2510	1	A	Exploitation de carrières	carrière	Sans seuil	-	-	900 000 au maximum	tonnes par an
Installations modifiée et projetée	2515	1	A	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Installations de traitement des matériaux, y compris les convoyeurs et le système projeté d'assèchement des boues issues du lavage des matériaux	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation Traitement 1718,6 kW Concasseur de tête et bandes transporteuses de 800 kW Assèchement des boues de 600 kW	> 200	kW	3 118,6	kW

	Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité	Volume	Unités du volume
Installation projetée	2517	b	D	Station de transit de produits minéraux	Stockages de matériaux de carrière extraits et traités	Capacité de stockage	>15 000 et <75 000	m³	68 000 au maximum	m³

A- Autorisation D- Déclaration

Pour information, activités relevant de la nomenclature eau :

Ouvrage	Désignation
Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Un pompage dans la nappe aquifère des calcaires de Beauce 20 piézomètres de contrôle dans la nappe des calcaires de Beauce
Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume prélevé étant supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 20 000 m³/an.	Un pompage de 150 000 m³/an dans la nappe des calcaires de Beauce
A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures quantitatives instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils, de capacité supérieure à 8 m³/h.	Un pompage de 120 m³/h en zone de répartition des eaux dans la nappe des calcaires de Beauce N°BSS 02918X0004/PF X = 555 261 Y = 2 363 773 Z tête = 129,40 NGF Profondeur = 31 mètres

1.3 Présentation de la demande – conditions de l'exploitation

La société SMB souhaite renouveler l'autorisation d'exploiter de sa carrière de « Prasville II » avec modification des conditions de remise en état, régulariser les conditions d'exploitation sur le chemin rural n°16 et l'extraction autorisée de 129 m NGF jusqu'à la cote maximale de 127 m NGF, étendre sa carrière aux secteurs dénommés par l'exploitant « Prasville III Est » et « Prasville III Ouest » et modifier les conditions d'exploitation de son installation de traitement des matériaux par l'ajout d'une unité d'assèchement des boues issues du lavage des granulats calcaires.

Emprise et caractéristiques

La demande concerne une emprise totale d'environ 354,35 hectares inclus dans le site NATURA 2000 « Beauce et Vallée de la Conie » ZPS n° FR2410002 répartie comme suit :

Zone	Renouvellement	Extension Prasville III				
	Prasville II	Est			Ouest	Liaison par convoyeur
	Carrière et traitement	Liaison Prasville II et Prasville III Est	Entre le chemin dit de « l'ancienne voie ferrée » et la RD 114	Entre la RD 114 et la RD 107 ²	Entre la RD 107 ² et la RD 154	entre Prasville III Ouest et Est
Superficie demandée	81ha 55a 65ca	12a 00ca	9ha 93a 50ca	82ha 73a 60ca	176ha 77a 15ca	3ha 22a 96ca
	dont CR n°16	92ha 79a 10ca				
	81ha 55a 65ca	272ha 79a 21ca				
	354ha 34a 86ca					
Surface à exploiter	53ha	-	6,5ha	46,5ha	125ha	-
	231ha					

Le plan cadastral est joint en annexe n° 1 du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

Exploitation

Le gisement attendu dans les calcaires de Beauce est de 23 000 000 tonnes.

Le tonnage annuel maximal exploité est de 900 000 tonnes et le tonnage annuel moyen de 800 000 tonnes.

La durée d'autorisation est sollicitée sur 30 ans.

Après traitement sur le site, les matériaux produits alimentent essentiellement les marchés des routes (77%), béton (19%) et les chantiers paysagers (4%), pour moitié sur les régions de Chartres et Dreux (55%), le reste étant à destination de l'Île de France (30%), de chantiers locaux dans un rayon de 15 à 20 km du site (10%), et de la région orléanaise (5%).

L'installation de traitement et la carrière fonctionnent du lundi au vendredi de 6h00 à 18h00.

Découverte

La découverte comprend le décapage des terres végétales sur environ 30 centimètres, puis des stériles sur une hauteur variant de 70 centimètres à 5 mètres au maximum selon les secteurs. Les stériles sont constitués de dépôts argilo-limoneux ou de limons de plateaux. Le volume de ces matériaux est estimé à 740 000 m³ de terre végétale et 2 060 000 m³ de stériles.

Le stockage des terres végétales est effectué par la réalisation de merlons de 2 mètres de hauteur en périphérie de la zone d'extraction ou en couverture des stocks de stériles de découverte.

Le stockage des stériles est effectué en début d'exploitation des différents secteurs d'extension de la carrière, par merlons paysagers végétalisés ou d'écrans acoustiques d'une hauteur maximale de 5 mètres.

La découverte s'effectue par campagnes annuelles, par temps sec. Le pétitionnaire prévoit que ces décapages seront démarrés hors des périodes de nichées éventuelles d'espèces d'oiseaux inscrites en annexe I de la Directive « Oiseaux » : busard cendré, busard Saint-Martin, busard des roseaux.

L'exploitant précise que cette disposition n'interdit pas les travaux pendant cette période à condition que ceux-ci aient été suffisamment engagés antérieurement, pour dissuader toute possibilité d'installation d'un couple de busards dans la parcelle.

Extraction

L'extraction s'effectue à ciel ouvert, à sec et est menée sur les 27 premières années. Le phasage présenté au dossier prévoit le début d'extraction du secteur « Prasville III Est » le plus proche de « Prasville II » dès la première phase quinquennale. Le système d'assèchement des boues et les premiers aménagements de liaison entre ces deux secteurs seront créés à échéance de 5 ans.

Les matériaux calcaires sont abattus par tir de mines en utilisant des explosifs de classe I et IV après foration verticale sur une hauteur moyenne de 10 mètres. Les explosifs sont utilisés à réception et leurs emballages sont brûlés sur place.

Pour les secteurs « Prasville II » et « Prasville III Est », les blocs calcaires sont repris à la pelle et transportés par tombereaux vers la trémie d'alimentation de l'installation de traitement existante. Le transfert des matériaux du secteur « Prasville III Est » vers l'installation de traitement est assuré par passage de tombereaux au niveau d'une traversée de 70 mètres de large franchissant l'ancienne voie ferrée.

Pour le secteur de « Prasville III Ouest », les blocs calcaires sont amenés par convoyeur à bande, après traitement primaire dans un concasseur, vers une zone de stockage tampon qui sera aménagée après extraction des matériaux calcaires dans le secteur situé entre l'ancienne voie ferrée et la RD n°114.

Le transport des matériaux est assuré par passage de la bande transporteuse dans des ouvrages sous voirie des routes départementales RD114 et RD107², et de la voie privée de la SMB.

Le stockage temporaire s'effectue sur une hauteur maximale de 16 mètres. Les matériaux sont ensuite repris par engin pour traitement dans l'installation située dans le secteur dit de « Prasville II ».

L'exploitant prévoit une exploitation sur un front de hauteur maximale de 11 mètres et à une cote maximale d'extraction fixée à 127,00 mètres NGF. L'exploitant définit cette cote de fond de fouille comme se situant à 3 mètres au-dessus du niveau des plus hautes eaux de la Nappe de Beauce contenue dans les calcaires.

Cette disposition est conforme à la note de doctrine commune DRIRE - DIREN d'août 2008.

Traitement

Le traitement consiste en des opérations de concassage, criblage et lavage des matériaux.

Actuellement, les granulats calcaires sont lavés par débourbage en tube laveur. Le prélèvement d'eau de nappe maximal annuel autorisé est de 150 000 m³. Les boues issues du lavage sont clarifiées par floculation pour concentrer les boues et récupérer les eaux claires pour recyclage dans le circuit de lavage.

Le floculant utilisé contient moins de 200 ppm d'acrylamide monomère résiduel.

Les boues sont acheminées par pompage vers des bassins de décantation réalisés par endiguement avec des matériaux stériles. Les bassins de décantation sont rendus étanches pour limiter les infiltrations en fond de bassin et récupérer en surface des eaux claires. Les eaux ainsi récupérées sont recyclées dans l'installation de lavage des matériaux. Les boues stockées dans les bassins de décantation de 5 mètres posés en fond de fouille après extraction, sont montées sur 4,5 mètres de hauteur. Le temps de séchage d'un bassin de décantation est au maximum de quatre ans avant d'assurer le réaménagement.

Le projet porté par le pétitionnaire est d'installer dans les cinq ans suivant l'autorisation préfectorale d'exploiter un système d'assèchement des boues. Ce système d'assèchement, abrité dans un bâtiment de 1 943 m², consiste en un traitement des boues par centrifugation pour en extraire l'eau contenue, après floculation dans l'installation de lavage.

Cette eau récupérée est recyclée dans le système de lavage des matériaux.

Les avantages attendus de cet investissement d'un million d'euros sont d'une part une économie de 30 % de la ressource en eau nécessaire au fonctionnement de l'installation de lavage des matériaux ; et d'autre part une meilleure gestion des réaménagement par la possibilité d'utiliser directement les boues asséchées comme remblai.

La puissance totale des installations de traitement sera de 3 118,6 kW.

Les matériaux élaborés sont stockés en périphérie de l'installation de traitement sur une hauteur maximale de 10 mètres et dans quatre silos de 150 tonnes équipés de bascules intégratrices.

Le volume global maximal de stockage des matériaux en attente de traitement et élaborés s'élève à 65 000 m³.

Equipements annexes

Les équipements annexes présents sur le site sont: un transformateur de 2000 KVA, des bureaux et locaux sociaux, une aire de stationnement et un lavage de roues haute pression ;

Une centrale de traitement des graves dite centrale APPIA est située dans le périmètre d'autorisation sollicitée.

Cette installation est classée sous le régime de déclaration au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées. Elle a fait l'objet d'un récépissé de déclaration n°2005/034 du 10 juin 2005 au bénéfice de la société APPIA dénommée depuis EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS Ile de France / Centre.

La SMB et la centrale dite « centrale APPIA » de traitement des graves sont des filiales d'EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS.

Remise en état

Le maire de Prasville et les propriétaires des terrains ont exprimé un avis favorable sur la remise en état proposée. La remise en état est réalisée par remblayage partiel des terrains pour retour à leur vocation agricole, à une cote moyenne permettant de restituer des pentes maximales de 6 % en périphérie des excavations avec des volumes attendus de 3 900 000 m³ de stériles issus du traitement de l'installation, 3 030 000 m³ d'apports de matériaux inertes extérieurs, 2 060 000 m³ de stériles de découvertes et 740 000 m³ de terre végétale décapée.

La remise en état est coordonnée avec l'avancement de l'exploitation, sauf sur les terrains occupés par l'installation de traitement qui seront remblayés et remis en état en dernier lieu.

Pour améliorer la qualité agronomique des sols et en concertation avec les exploitants agricoles, l'exploitant propose qu'un pré-ensemencement à base de légumineuse soit réalisé la première année suivant la remise en place des terres végétales.

Maîtrise foncière

Les attestations des propriétaires laissant à la société SMB le droit d'exploiter les parcelles sollicitées en extension ne lui appartenant pas, sont jointes au dossier.

La maîtrise foncière est établie par la production des contrats de forage ou des promesses de vente au bénéfice du pétitionnaire pour l'ensemble des parcelles sollicitées.

La délibération du conseil municipal de Prasville du 18 avril 2009 autorise la signature d'un contrat de forage avec la SMB pour extraire sur les chemins ruraux CR 16, CR 28 et CR 43.

Cette délibération autorise également la signature d'une convention de voirie avec la SMB :

- Pour emprunter les chemins ruraux CR 20, CR 21 et CR 39;
- Pour franchir, par tapis de plaine et par circulation de poids-lourds, les chemins ruraux CR 23, CR 24, CR 39 ;
- Pour franchir une portion de 75 mètres de large de l'emprise du chemin dit de « l'ancienne voie ferrée » à l'aplomb de l'installation de traitement ;
- Pour fermer temporairement les chemins ruraux CR 15, CR 18, CR 19, CR 28, CR 31 et CR 39, lors des tirs de mines à moins de 340 mètres de ceux-ci.

1.4 Cadre administratif de l'instruction

La demande d'autorisation, objet du présent rapport concerne un renouvellement avec modification des conditions de remise en état, une régularisation des conditions d'exploitation, une extension de l'autorisation d'exploiter de la carrière et une modification des conditions d'exploitation de l'installation de traitement des matériaux, soumises aux mêmes formalités administratives qu'une demande d'autorisation d'exploiter initiale.

2 PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 19 janvier 2011 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis, joint au dossier lors de l'enquête publique, conclut que :

- le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement ;
- le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés ;
- l'étude présente de manière détaillée, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet.

2.2 Enquête publique et réponses apportées par l'industriel

L'enquête publique s'est déroulée du 5 mai 2011 au 6 juin 2011 sur les communes de :

- Prasville (commune d'implantation) ;
- Beauvilliers, Boisville-la-saint-Père, Moutiers, Ymonville, Viabon, Fains-la-Folie et Voves.

Seize déclarations favorables au projet et deux déclarations contraires au projet sont portées au registre d'enquête.

Les déclarations contraires au projet sont portées par le président de l'association « Pour la qualité de la vie collective » dans les communes de Moutiers-en-Beauce, Prasville et environs et une habitante de Prasville.

Ces observations sont relatives :

- A l'indépendance du laboratoire réalisant les analyses de la qualité des eaux souterraines vis-à-vis du Groupe LAFARGE ;
- Aux impacts des installations sur la qualité des eaux souterraines et sur le trafic routier.

Par courrier du 7 juin 2011, le commissaire-enquêteur a remis au pétitionnaire une copie des observations du registre d'enquête et la liste des questions émises verbalement lors des permanences.

Le pétitionnaire a répondu à ces questions dans son mémoire du 8 juin 2011.

Pour les questions spécifiques relatives à la qualité des eaux souterraines et l'impact des prélèvements de matériaux, l'exploitant répond que :

- le laboratoire SYPAC qui analyse la qualité des eaux souterraines est indépendant de la SMB. Il est accrédité COFRAC et agréé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement ;
- la prise en compte des eaux souterraines a été étudiée dans l'étude d'impact du dossier complétée par trois études spécifiques sur l'utilisation des floculants annexées au dossier ;
- le tonnage maximal de matériaux extraits sollicité est identique à celui déjà autorisé et ne générera pas d'impact supplémentaire au niveau du trafic routier.

2.3 Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire-enquêteur émet le 30 juin 2011 un avis favorable à la demande de renouvellement et d'extension, et à la demande de modification des conditions d'exploitation de l'installation de traitement des matériaux.

2.4 Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal des communes de Prasville, Fains-la-Folie, Viabon, et Voves, émet un avis favorable par délibérations respectives du 20 juin, du 11 avril, du 20 juin et du 30 juin 2011.

Le conseil municipal de Moutiers-en-Beauce par délibération du 27 mai 2011, émet un avis favorable sous réserve. Cette réserve concerne le passage des camions sur le territoire de la commune qui dégradent voiries et réseau d'eau potable. Le conseil municipal demande une concertation entre le Conseil Général et le pétitionnaire. L'exploitant dispose de conventions signées avec les gestionnaires des voies empruntées.

Nous ne disposons pas des avis des conseils municipaux des autres communes.

2.5 Avis des services consultés

Les observations émises par les services consultés, et les réponses de l'exploitant sont synthétisées ci-après :

Date	Service	Avis / Réserves	Réponse du pétitionnaire du 20 juillet 2011
06/04/2011	Service Interministériel de Défense et de Protection Civile	Favorable	-
27/04/2011	Direction Départementale des Territoires	Favorable	-
16/05/2011	Service Départemental d'Incendie et de Secours	Favorable	-
27/05/2011	Direction Régionale des Affaires Culturelles	Arrêté n°11/0322 du 1 ^{er} juin 2011 définissant les modalités de saisine du préfet de région au titre de l'archéologie préventive	-

10/06/2011	Conseil Général	<i>Le forage n°02918X0087 est indiqué dans le dossier comme probablement non maintenu pour l'exploitation en captage d'eau potable. A contrario, ce captage destiné à la Communauté de Communes de la Beauce vovéenne pourrait être mis en service dans les dix prochaines années</i>	L'exploitant prend bonne note de cette information et indique que ce captage situé en amont hydrogéologique du projet ne devrait pas être impacté.
04/07/2011	Agence Régionale de Santé	Favorable	-

2.6 Autres avis

Compte tenu de la situation géographique d'une partie du site située à moins de 500 m d'un monument inscrit à l'inventaire des monuments historiques (motte castrale), de la présence de lignes haute tension et leurs équipements sur le périmètre objet de la demande, de la présence d'une ligne électrique le long de la RD 107², de la présence d'un réseau téléphonique souterrain le long de l'ancienne voie ferrée et de la RD 114 (ces voies allant être franchies), de l'appartenance du site à une aire géographique protégée (volailles de l'Orléanais) et de la proximité de la nappe des calcaires de Beauce, classée en zone de répartition des eaux, sous la cote de fond de fouille sollicitée, la DREAL a proposé que soient consultés, en plus des services qui le sont habituellement :

- L'architecte des bâtiments de France ;
- Les gestionnaires des réseaux électriques (RTE et EDF) et téléphonique ;
- L'Institut national des appellations d'origine (INAO),
- Le service chargé de la Police des eaux ;
- Un hydrogéologue agréé notamment en ce qui concerne les emplacements des piézomètres du réseau de surveillance, les paramètres à analyser et la fréquence d'analyse proposée par le pétitionnaire.

Les observations émises par les services consultés, et les réponses de l'exploitant sont synthétisées ci-après :

Date	Service	Avis	Réponse du pétitionnaire
04/04/2011	Institut National de l'Origine et de la Qualité - INAO	Pas d'incidence sur l'Indication Géographique Protégée	-
09/06/2011	Réseau de Transport d'Electricité	<p>Respecter en permanence une distance de sécurité de 5 mètres minimum à proximité des lignes électriques aériennes.</p> <p>Prendre en compte la loi de propagation de la vitesse particulière pour les tirs de mine réalisés à moins de 100 mètres des supports de ligne électrique et adapter les plans de tir.</p> <p>Vérifier le respect du seuil en vibration à proximité des ouvrages de 10 mm/s et en cas de dépassement en informer RTE rapidement .</p> <p>Maintenir une distance minimale de 25 mètres aux abords des pylônes de soutènement des lignes électriques aériennes HTB.</p> <p>Effectuer un suivi particulier des tirs de mines à moins de 100 mètres des lignes électriques.</p>	<p>Les prescriptions du Règlement Général des Industries Extractives Titre Electricité seront respectées.</p> <p>La loi d'amortissement pour évaluer la propagation des vibrations sera appliquée et les tirs de mines seront ajustés dans un rayon de 100 mètres autour des ouvrages.</p> <p>Un périmètre de protection de 25 mètres autour des pylônes électriques sera physiquement matérialisé après relevé par un géomètre.</p> <p>Un suivi particulier sera réalisé lors de tirs de mines à moins de 100 mètres autour des ouvrages.</p>
16/06/2011	Hydrogéologue agréé	Clarifier les dispositions prises pour effectuer le ravitaillement en carburant des engins de chantier.	<p>Le ravitaillement des engins sur roues s'effectue exclusivement au-dessus de l'aire étanche de l'atelier mécanique.</p> <p>Les engins sur chenille (pelle, foreuse, etc.) seront ravitaillés sur des dispositifs de rétention mobiles au niveau du front de taille.</p>

Date	Service	Avis	Réponse du pétitionnaire
		Mettre en œuvre des flocculants contenant moins de 500 ppm d'acrylamide monomère (et de préférence moins de 250 ppm) conformément à l'avis de l'OMS. Contrôler le paramètre acrylamide dans le captage d'eau destinée à la consommation humaine le plus proche si, par le passé, des flocculants contenant plus de 500 ppm d'acrylamide monomère ont été utilisés.	L'entreprise a utilisé par le passé des flocculants contenant plus de 500 ppm de monomères résiduels. La concentration en acrylamide mesurée au niveau des piézomètres en aval du site n'a jamais été supérieure au seuil de détection de 0,1 µg/l.
06/10/2011	Hydrogéologue agréé	En réponse aux observations de la SMB, l'hydrogéologue agréé confirme les remarques formulées dans son avis du 16/06/11.	-

3 MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Dispositions retenues dans le projet d'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Garanties financières

L'exploitation sera réalisée en 6 périodes quinquennales. Les garanties financières ont été estimées par le pétitionnaire. Celui-ci précise que ces montants ont été calculés selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 09 février 2004, pour les carrières de type 2 : carrières en fosse ou à flanc de relief. L'indice TP01 retenu pour le calcul dans le dossier est celui de septembre 2009.

Le projet d'arrêté préfectoral prend en compte le dernier indice TP01 connu au moment de la rédaction du rapport à savoir celui de septembre 2011 en vigueur au 30 décembre 2011.

Le dossier évalue le montant de garantie financière tous les ans de chaque période quinquennale, et retient pour chaque période, le montant maximal annuel atteint ; le tableau joint au dossier montre que ce montant ne correspond pas systématiquement à une situation où chaque surface S1 et S2 et S3 est maximale au cours de la période quinquennale considérée. Les montants ont été réévalués pour tenir compte des différences liées aux arrondis, du dernier indice TP01 connu, et des valeurs de chaque surface maximale S1, S2 et S3 de chaque période.

Les montants retenus sont les suivants :

Période quinquennale	Surfaces maximales atteintes dans la période considérée (en ha)			Montant en €
	S1	S2	S3	
1	19,24	26,74	1,95	1 144 202
2	21,18	23,29	2,37	1 101 089
3	22,89	24,34	2,42	1 157 244
4	22,89	22,80	2,17	1 114 521
5	22,89	22,31	1,57	1 090 706
6	22,89	20,05	1,16	1 027 163

Indice TP01 de 681,3 de septembre 2011

Coefficient $\alpha = 1,105$

Eau

Milieu

Il n'y a pas de cours d'eau permanent dans ce secteur de la Beauce.

Le dossier signale la vallée sèche de la Conie et joint une carte présentant les ruissellements superficiels potentiels au droit du projet.

Deux principales nappes sont rencontrées et exploitées dans le secteur :

- la nappe des calcaires de Beauce ;
- la nappe de la craie, séparée de la précédente couche par 5 à 10 mètres d'argile à silex au droit du site.

La nappe de Beauce est libre au droit du projet et s'écoule globalement au Sud/Sud-Est dans le secteur de Prasville. La nappe de Beauce est principalement exploitée pour des usages agricoles et pour l'eau potable.

L'étude hydrogéologique jointe au dossier indique que cette nappe est vulnérable aux pollutions de surface et que les infiltrations y sont directes et rapides ; elle précise que les circulations des eaux sont de type karstique.

Au vu de la carte piézométrique de la nappe de Beauce, hautes eaux, mars 2002 et des fluctuations des piézomètres déterminés par le dossier comme « piézomètres de référence », le pétitionnaire estime la cote des plus hautes eaux observables au droit du site à 124 m NGF soit 3 m sous la cote minimale de fond de fouille sollicitée, conformément à la note de doctrine commune DRIRE - DIREN d'août 2008.

Le site est en zone de répartition des eaux mais ne se situe pas dans un périmètre de protection de captage AEP.

Les forages recensés dans le secteur captent principalement la nappe de Beauce, et plus rarement celle de la craie.

Le pétitionnaire indique que les forages AEP les plus sensibles vis-à-vis du projet sont ceux d'Ymonville n°02918X002 et de Viabon n°032647X003 et n°03264X0071. Ces forages captent la nappe de Beauce et sont situés entre 1,4 et 2,2 km en aval hydraulique des zones d'exploitation de la SMB.

Trois forages agricoles situés dans la zone de « Prasville III Ouest » seront abandonnés pour permettre l'exploitation dans cette zone. Les conditions d'abandon des forages sont prescrites à l'article 4.1.4.2.6 du projet d'arrêté préfectoral.

Consommation

L'eau potable pour approvisionner les salariés sera fournie en bouteilles.

L'alimentation en eau pour le lavage des matériaux est réalisée par le forage de prélèvement d'eau souterraine du site. La consommation annuelle actuelle est de l'ordre de 150 000 m³ à un débit maximum de 120 m³/h.

La SMB envisage que cette consommation sera abaissée à 75 000 m³ soit de moitié grâce au système d'assèchement des boues qu'elle projette d'installer à échéance de 5 ans.

Economie de la ressource

La majeure partie de l'eau consommée est celle prélevée dans la nappe pour l'appoint en eau de lavage des matériaux. Le fonctionnement actuel par floculation puis décantation dans des bassins permet actuellement de recycler 85 % de l'eau injectée dans le circuit de lavage. La Société des Matériaux de Beauce projette de remplacer les bassins de décantation des boues par un système d'assèchement des boues dans les cinq ans.

Ce système d'assèchement consiste en un traitement des boues par centrifugation pour en extraire l'eau contenue, après floculation dans l'installation de lavage.

Selon ses évaluations, ce système lui permettra de réduire le volume d'eau d'appoint prélevé dans la nappe de 150 000 m³ à un volume de 75 000 m³ pour le lavage des matériaux.

Les avantages attendus de l'investissement d'un million d'euros sont une économie de 50% de la ressource en eau nécessaire au lavage des matériaux et une meilleure gestion de la remise en état coordonnée à l'avancement. En effet, les boues asséchées seront utilisées directement comme remblais.

Durant la période préalable à l'implantation du système d'assèchement des boues, la SMB prévoit la création de bassins étanches de décantation des boues de lavage en fond de fouille de la carrière. L'exploitant prévoit de recycler l'eau décantée reprise en surface dans son installation de traitement. Cette économie d'eau n'a pas été chiffrée au dossier, compte tenu de l'absence de recul relatif à cette pratique.

Rejets

Le pétitionnaire prévoit la gestion des rejets en eaux suivante :

- Eaux usées domestiques : traitement par assainissement individuel ;
- Eaux de lavage des engins : au niveau de l'atelier de maintenance de « la Michellerie » hors périmètre de la demande.
- Eaux issues du lavage des matériaux : récupérées en surface des bassins étanches de décantation des boues puis recyclées dans le circuit de lavage.
- Eaux de lavage des roues : le dispositif fonctionne en circuit fermé. Les boues de curage du dispositif sont éliminées dans un centre de traitement de déchet agréé.
- Eaux pluviales : les eaux s'écoulant sur la carrière sont infiltrées dans les sols. Au niveau des installations de traitement, les eaux pluviales sont récupérées en partie basse dans trois bassins étanches de 300 m³ et sont recyclées dans l'installation de lavage des matériaux. Chaque bassin est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures pour traiter les eaux de surverse. Les ouvrages sont équipés d'obturateurs automatiques et de dispositifs d'isolement lors de leur utilisation en cas d'incendie.

Mesures de prévention / protection

Le premier risque identifié par l'exploitant est le risque de pollution de la nappe d'eau souterraine par :

- déversement accidentel d'hydrocarbures lors de la maintenance des engins et lors du remplissage des réservoirs ;
- contamination des eaux souterraines par l'acrylamide monomère contenu dans les floculants ;
- présence de polluants indésirables contenus dans les apports extérieurs de remblais.

L'autre risque est d'ordre hydraulique lors du pompage d'eau souterraine par le forage de 120 m³/h nommé Pz4.

Les mesures visant à protéger les milieux, nappe de Beauce et sols, sont décrites au dossier

L'exploitant propose les mesures suivantes de prévention et de protection.

Déversement accidentel d'hydrocarbures

L'entretien des engins et le remplissage des réservoirs des véhicules sur roues s'effectuent au niveau de l'aire étanche de l'atelier de « la Michellerie » hors périmètre de la demande.

Pour les engins sur chenilles, le remplissage s'effectue sur une aire de rétention mobile au niveau de la zone d'exploitation de la carrière. Les engins sont régulièrement entretenus et vérifiés et sont équipés d'un kit anti-pollution.

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dispose que :

« Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. »

Le pétitionnaire devra respecter cette disposition.

Les mesures envisagées en cas de déversement accidentel sont décrites au dossier :

- mise en place d'un kit anti-pollution et de produits d'absorption ;
- curage de la zone polluée ;
- évacuation et traitement de la tranche de terrain éventuellement polluée selon des filières autorisées ;
- surveillance piézométrique renforcée en aval de la zone.

En cas d'atteinte de la nappe, la SMB prévoit de réaliser des sondages et de mettre en place les procédures de dépollution adaptées.

Contamination des eaux souterraines à l'acrylamide monomère

L'exploitant prévoit que les bassins de décantation des boues seront étanchés par une géomembrane de façon à interdire toute migration d'acrylamide résiduel dans les eaux d'infiltration en fond des bassins.

L'exploitant propose dans son étude d'impact, par principe de précaution, l'utilisation d'un flocculant contenant moins de 200 ppm d'acrylamide monomère garantissant un risque sanitaire de contamination de la nappe minimisé.

Présence de polluants indésirables dans les apports extérieurs

L'exploitant décrit dans son dossier les mesures préventives suivantes :

- contrôle visuel et olfactif des terres à leur arrivée sur site ;
- analyses effectuées par l'exportateur de terres et transmises à SMB avant l'apport des matériaux sur le site ;
- contrôle analytique régulier par prélèvement inopiné sur site.

Rabattement de la nappe

Le dossier présente les effets en matière de rabattement sur les forages voisins. Le rabattement de la nappe lié au pompage de 120 m³/h a été estimé à 0,11 m après 90 jours au niveau du captage le plus proche utilisé par SMB situé à 340 m au nord hors périmètre de la demande. Le pompage de 120 m³/h induit un rabattement de 0,07 m après 90 jours sur le forage AEP d'Ymonville situé en aval hydraulique.

Il conclut à un impact limité aux abords de la zone de lavage des matériaux et rappelle que la mise en place du système d'assèchement des boues diminuera le prélèvement en nappe.

Surveillance

La SMB prévoit un relevé du niveau et une analyse de la qualité des eaux de la nappe à périodicité semestrielle.

Les paramètres à analyser sont :

- Conductivité, pH, température (mesures mensuelles in situ) ;
- Demande chimique en oxygène (DCO),
- Matières en suspension (MES),
- Oxygène dissous ;
- Hydrocarbures totaux (HCT),
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP – liste US.EPA) ;
- Hydrocarbures aromatiques (BTX : Benzène, Toluène, Ethylbenzène, o Xylène, m, p Xylènes) ;
- Polychlorobiphényles : Arochlor 1254 et 1260 ; congénères de la classification Ballschmitter (PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180) ;
- Carbone Organique Total (COT) ;
- Indice phénols ;
- Métaux et métalloïdes : antimoine (Sb), arsenic (As), baryum (Ba), cadmium (Cd), chrome total (Cr), cuivre (Cu), mercure (Hg), molybdène (Mo), nickel (Ni), plomb (Pb), sélénium (Se), zinc (Zn) ;
- Fluorures ;
- Acrylamide monomère.

Le réseau de surveillance des eaux souterraines présenté au dossier comporte 20 piézomètres – 16 nouveaux et 4 existants.

La DREAL a proposé que l'hydrogéologue agréé soit consulté sur la proposition de surveillance des eaux souterraines du pétitionnaire. Dans son avis, L'hydrogéologue agréé n'apporte pas de modifications aux propositions de l'exploitant sur les emplacements et la profondeur des piézomètres, les paramètres à analyser et la fréquence d'analyse.

L'hydrogéologue agréé insiste néanmoins sur la nécessité de prévenir tout risque de pollution de la nappe par les acrylamides monomères. Il recommande l'utilisation d'un floculant contenant moins de 250 ppm de monomère résiduel conformément aux préconisations de l'OMS. Il propose également d'exclure toute possibilité de remplissage des réservoirs des engins sur le carreau de la carrière hors aire étanche.

Air

La principale source de pollution de l'air identifiée dans l'étude d'impact est l'émission de poussières. Celles-ci sont principalement générées par la circulation des véhicules sur les pistes de l'exploitation et le traitement des matériaux.

Le dossier explique que le lavage d'une grande partie des matériaux limite fortement les émissions de poussières. L'extension du système de traitement des eaux de lavage ne sera pas à l'origine d'émissions particulières dans l'environnement.

L'implantation en fond de fosse du concasseur de tête du secteur de « Prasville III Ouest », des chantiers d'extraction et de la piste d'évacuation des matériaux calcaires empruntée par les tombereaux limitera la propagation des poussières générées.

Des mesures d'atténuation des envols et de limitation de dispersion des poussières sont décrites au dossier :

- découverte en dehors des périodes sèches et de fort vent,
- dispositif de nettoyage haute-pression des roues des camions en sortie de l'installation,
- dispositif de nettoyage des roues des camions apportant les remblais en sortie des secteurs Prasville III Est et Ouest,
- nettoyage dès que nécessaire lors du franchissement des routes départementales,
- aspirateurs en sortie des concasseurs,
- arrosage des pistes par temps sec.

Il indique que les vents dominants forts sont dirigés vers des zones où les premières habitations sont très éloignées des secteurs d'exploitation envisagés.

L'étude d'impact prévoit la réalisation de mesures de retombées de poussières dans l'environnement aux abords du site. Le réseau de mesures est constitué de 11 points ; les mesures seront réalisées tous les ans en période estivale.

Pour éviter les envols de matériaux, les cargaisons des camions devront être bâchées. A cet effet, l'exploitant met à disposition des transporteurs un quai de bâchage des camions.

Bruit

Le dossier présente une activité dans les plages horaires 6h-20h, du lundi au vendredi et précise que, la carrière et l'installation de traitement sont à l'arrêt les week-ends et jours fériés. Certaines opérations de maintenance peuvent éventuellement être effectuées le week-end sur l'installation.

Le dossier recense les habitations les plus proches :

- à 40 m et 110 m du périmètre sollicité et au moins 300 m des limites d'extraction des calcaires sollicitées dans la zone d'extension dite Prasville 3 Est ;
- à 340 m du périmètre de la zone actuellement autorisée, sollicitée en poursuite d'exploitation ;
- à 470 m du périmètre sollicité et 870 m des limites maximales d'extraction sollicitées dans la zone d'extension dite Prasville 3 Ouest.

La SMB s'engage notamment à créer un merlon paysager à vocation acoustique au nord du secteur de « Prasville III Est » d'une hauteur de 5 mètres.

Le dossier estime les niveaux de bruit en limite de propriété aux points 11 et 12 qui permettent le respect des seuils d'émergence en direction des zones habitées en ZER lorsque les installations seront au plus près des zones habitées susceptibles d'être exposées au bruit aux points 1 et 2 :

Emplacements	ZER	Niveau maximum en dB (A) En limite de propriété	
		Période diurne	Période nocturne
Point 11	Point 1	46,5	36,5
Point 12	Point 2	48,5	40,0

Plan en annexe 8 du projet d'arrêté préfectoral

Le projet d'arrêté prévoit un contrôle des niveaux de bruit tous les ans et retient un premier contrôle dès le début d'exploitation. Il prévoit également des mesures spécifiques au point 4 à chaque des tirs de mine pour contrôler le respect de la valeur limite de crête fixée à 125 dB(C).

Vibrations

Le dossier indique que la principale source de vibration est liée aux tirs de mines. Les enregistrements effectués lors de l'exploitation actuelle n'atteignent pas le seuil réglementaire de 10 mm/s. dans le cadre de la demande, il est envisagé d'effectuer un tir par semaine. Les tirs seront similaires à ceux actuellement réalisés.

Les points de mesure de vibration par sismographe sont indiqués dans le plan joint en annexe 8 du projet d'arrêté préfectoral.

Déchets

Les déchets générés par l'activité sont les suivants : ferrailles, déchets de caoutchouc, chiffons et absorbants souillés issus de l'entretien des équipements, papiers et cartons d'emballage pyrotechniques, boues de fosses septiques, déchets de papiers de bureaux, déchets ménagers, déchets verts, boues du dispositif de nettoyage des roues de camions et des séparateurs d'hydrocarbures, boues de décantation du circuit de lavage des matériaux.

Les quantités annuelles prévisibles, les codes déchets et les filières d'élimination sont précisés dans le dossier de demande. Les déchets sont stockés à proximité de l'atelier de maintenance de « La Michellerie » et la SMB prévoit de les faire éliminer selon des filières agréées.

Les boues de décantation du circuit de lavage des matériaux sont mises en remblai de la carrière. Elles sont produites, après décantation dans les bassins durant les 5 premières années et après assèchement dans l'unité spécifique qui sera installée par la suite. Ces boues sont considérées comme un matériau inerte selon le dossier.

La SMB prévoit la clôture du site et la fermeture du site en dehors des heures d'ouverture pour éviter les dépôts clandestins. Les accès sont contrôlés pendant les heures d'ouverture.

Le brûlage à l'air libre est interdit sur le site excepté pour les papiers et cartons d'emballage pyrotechniques qui sont brûlés sur place. – article 3.1 du projet de prescriptions.

Trafic routier et voirie

Le dossier de demande présente les conventions signées avec les gestionnaires des voies empruntées.

L'accès se fait via le rond point qui relie la route nationale RN 154 à la voie d'accès privé de la SMB, pour partie commune à l'accès au restaurant voisin. Les remblais du site sont apportés uniquement en fret retour.

Le trafic journalier lié à la carrière est estimé à 400 passages par jour pour la production moyenne en incluant les apports de remblais. La proportion du trafic lié à la carrière par rapport au trafic routier des axes empruntés ou traversés est présentée au dossier, pour la production moyenne sollicitée. Le pourcentage de 4% de poids-lourds empruntant la RN 154 n'est pas modifié compte tenu du maintien du volume de production déjà autorisé. Par contre les mouvements routiers seront plus marqués au niveau de la RD107² empruntée sur 400 mètres et représentant 50 % du trafic sur cette voie. Les chemins ruraux CR20, CR21 et CR 39 sont empruntés à 99 % par les camions de l'installation.

Le pétitionnaire précise que les modalités d'exploitation des secteurs « Prasville III Est » et « Prasville III Ouest » ont été étudiées de manière à ne créer aucun trafic dans le bourg de Prasville, à assurer le transport des matériaux extraits par des moyens de transport à faible impact comme la bande transporteuse.

La SMB indique dans son dossier qu'elle assurera l'entretien de la voie d'accès depuis la RN 154 et des routes départementales au niveau des zones empruntées. L'entretien et la restauration des chemins ruraux empruntés seront également assurés par le pétitionnaire.

Faune et flore

La demande concerne une emprise incluse dans le site NATURA 2000 « Beauce et Vallée de la Conie » ZPS n° FR2410002 au titre de la Directive Oiseaux.

Les sites d'emprise du projet sont entourés pour une partie à l'Est par une vallée sèche reconnue d'intérêt botanique, intégrée dans des inventaires du milieu naturel de type ZNIEFF de type 2 « Vallée de la Conie » et ZNIEFF de type 1 « Pelouses d'Ymonville ». Ces deux zones sont incluses dans le Site d'Importance Communautaire n°FR2400553 « Vallée du Loir et affluents aux environs de Châteaudun ».

Conformément aux dispositions de l'article L. 414-4 du code de l'environnement, une évaluation des incidences NATURA 2000 a été réalisée et annexée au dossier de demande.

L'Institut d'Ecologie Appliquée, SARL située Saint-Jean-de-Braye (45), a réalisé cette évaluation.

L'inventaire floristique n'a pas recensé d'espèce végétale protégée. Néanmoins, plusieurs espèces d'intérêt patrimonial, caractéristiques des sols calcaires, sont présentes à proximité ou en bordure du site projeté.

L'évaluation des incidences NATURA 2000 a recensé treize espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire utilisant la zone d'étude. Le busard cendré, le busard Saint-Martin et l'œdicnème criard, trois espèces d'oiseaux, inscrites en annexe I de la Directive « Oiseaux », peuvent éventuellement se reproduire dans le périmètre de la demande.

Selon l'Institut d'Ecologie Appliquée, les incidences indirectes des aménagements ne sont pas significatives sur les oiseaux d'intérêt communautaire présents à l'échelle locale comme à l'échelle de la ZPS.

L'évaluation des incidences NATURA 2000 conclut que le projet aura un impact très faible sur les oiseaux d'intérêt communautaire si les précautions de chantier sont respectées. L'étude précise que l'incidence de la carrière sera très faible sur les oiseaux nicheurs potentiels sur le site ou à proximité immédiate du site et négligeable à l'échelle de la ZPS. A l'échelle locale, l'impact du projet serait positif pour l'œdicnème criard.

Pour limiter les impacts potentiels directs du projet, l'évaluation des incidences NATURA 2000 propose en mesure d'accompagnement :

- de réaliser les décapages hors de la période de reproduction des espèces identifiées, c'est à dire en dehors de la période comprise entre début avril et fin juillet.
→ Le projet de prescriptions proposé retient cette mesure à l'article 2.3.2 du projet d'arrêté préfectoral ;
- de ne pas perturber par des passages d'engins les espaces réaménagés, hormis sur les zones remises en culture, durant la période de nidification de l'œdicnème criard comprise entre avril et septembre.
L'exploitant propose que dans les espaces réaménagés, les passages d'engins nécessaires à l'exploitation de la carrière, soient limités à des pistes balisées.
→ Le projet de prescriptions proposé retient cette mesure à l'article 2.4.3.1 du projet d'arrêté préfectoral.

Le dossier décrit les mesures de prévention et de protection visant à limiter l'impact du projet sur la flore en limitant l'emprise de la piste sur le talus de l'ancienne voie ferrée sur 70 mètres de largeur maximum et en maintenant l'écran constitué par la route actuelle à l'ouest du Bois Roulois en regard du risque de dépôt de poussières sur les pelouses calcaires

Sur Prasville III Ouest, le projet d'exploitation nécessite la destruction de 1 250 mètres de haies cynégétiques.

Le pétitionnaire prévoit de replanter à titre compensatoire 7 750 mètres de haies de surface au sein des parcelles de culture après remise en état. Des bandes de 3 mètres de largeur seront enherbées et fauchées après la fin juin sur un côté des haies constituées d'espèces de la flore locale : aubépine à un style, bois de Sainte-Lucie, charme, chêne pédonculé, cornouiller mâle, cornouiller sanguin, nerprun purgatif, noisetier, prunellier, sureau, viorne mancienne.

Le dossier liste également les espèces à proscrire : robinier faux-acacia, cerisier tardif, buddleia de David, faux vernis du Japon.

Sites et paysages

Le dossier présente les principaux aménagements visant à atténuer la perception des chantiers. Ces aménagements seront mis en place au fur et à mesure de la progression de l'exploitation.

Lors de l'exploitation de « Prasville II », ils consistent en la mise en place d'un observatoire utilisant une butte de terre existante et offrant une vue panoramique sur la carrière, la création d'un jachère fleurie en limite de périmètre de la carrière à proximité de la RN 154 et d'un chemin de promenade temporaire permettant de faire le tour de « Prasville II ».

Lors de l'exploitation de « Prasville III Est », les aménagements consistent en la création d'un sentier de promenade sur talus en limite du périmètre exploité, la création de talus paysagers.

Pour « Prasville III Ouest », les aménagements consistent en la création d'un sentier de promenade sur talus en limite du périmètre exploité, la création de talus paysagers et la création de haies bocagères discontinues en limite sud et est.

Le secteur de Prasville est également marqué par la présence d'une autre carrière de la Société des Matériaux de Berchères-les-Pierres - SMBP. A l'appui de plans, le dossier présente l'évolution du paysage aux alentours de Prasville par périodes de cinq années. Ces plans intègrent l'évolution du paysage autour de Prasville, en incluant les activités de la carrière SMBP.

Le dossier souligne que les deux exploitations n'évoluent pas de la même façon vis-à-vis du bourg de Prasville.

Les surfaces en dérangement resteront d'une importance constante pour la SMB et diminueront progressivement pour la SMBP.

Patrimoine culturel et historique

Le projet entre dans le champ d'application du code du patrimoine en matière d'archéologie. Les mesures préventives prévues à l'article 1.1.1 devront être mises en œuvre préalablement à toute réalisation de travaux.

Servitudes

Monuments historiques et sites

Le dossier indique la présence d'une « motte castrale », inscrite sur l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques par arrêté du 16 octobre 1991 au sud du secteur d'extension de « Prasville III Est ». Le périmètre de la demande est concerné par le rayon de protection de 500 mètres depuis les limites de l'emprise des terrains concernés par cette protection. Le schéma départemental des carrières recommande de limiter l'impact visuel en recherchant la meilleure intégration paysagère possible et en préservant les vues sur ces monuments.

Aucune exploitation et aucun stockage ne sont prévus dans l'emprise du rayon de protection de 500 mètres.

Canalisations électriques haute tension et lignes téléphoniques

Le projet est situé sous des canalisations de transport d'électricité Haute Tension et à proximité de lignes téléphoniques.

L'exploitant veillera au respect des textes relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Aucune exploitation et aucun stockage ne sont prévus dans l'emprise d'un rayon de 25 mètres autour des pylônes supportant les lignes électriques.

Dangers présentés par le site

L'analyse préliminaire des risques du dossier ne met pas en évidence de scénario d'accident majeur.

Les scénarii de projections de fragments sur les éléments environnants lors des tirs de mines et d'incendie de fioul de la cuvette de rétention ont été modélisés.

Le scénario incendie de cuvette de rétention concerne la zone de remplissage des engins située au niveau de l'atelier de maintenance de « La Michellerie » hors périmètre de la demande.

Les eaux d'extinction en cas d'incendie des installations de traitement sont dirigées vers les bassins de 300 m³ de collecte des eaux pluviales. Le pétitionnaire indique devoir ménager en permanence un volume utile de 120 m³ dans ces bassins de récupération pour y collecter les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Projection de fragments lors des tirs de mines

L'étude complémentaire prévisionnelle des projections identifie trois zones sensibles dans les zones de dangers :

- Z1 : zones d'habitations et la route nationale 154 ;
- Z2 : routes départementales, chemins ruraux et zones de culture ;
- Z3 : lignes électriques Haute Tension.

Les mesures proposées pour limiter les risques dans ces zones sont décrites et comportent des mesures :

- organisationnelles d'orientation des fronts et de fermeture temporaire des voies de circulation ;
- techniques d'éloignement et d'adaptation des tirs en fonction de la proximité de la zone de tir aux différentes zones vulnérables identifiées.

Ces dispositions sont prescrites à l'article 2.3.4.3 du projet d'arrêté.

3.2 Mesures proposées par l'inspection des installations classées

Dans le dossier de demande, le pétitionnaire déclare que les bassins de décantation des boues floculées et de récupération des eaux pluviales sont étanches.

Pour assurer l'homogénéité des pratiques locales en matière d'étanchéité des bassins de décantation des boues susceptibles de contenir de l'acrylamide monomère, l'inspection propose de fixer la perméabilité des dispositifs utilisés à un minimum de $1,6 \times 10^{-8} \text{ m.s}^{-1}$.

4 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre de l'instruction ont donné lieu à des avis favorables. Les réserves exprimées et les dispositions visant à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont encadrées par des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral.

En conclusion, la DREAL émet un avis favorable à la demande sollicitée assortie des prescriptions du projet arrêté annexé au présent rapport.

5 CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Conformément aux articles R.512-25 du Code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de solliciter l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, réunis en formation carrière sur le projet d'arrêté joint en annexe.

Vu et transmis avec avis conforme,

Pour le directeur,

Le chef de subdivision

L'Inspecteur des installations classées,

Annexes :

- plan de localisation
- projet d'arrêté préfectoral avec ses annexes